THE HERALD.

Published & Printed Three Days Every Week
JEROME BAHON.
JEUDI MATIN, 8 MARS, 1832.

GOUVERNEUR.
J. B. DAWSON.
MAIRE
Dd. PEIRE.
RECORDER
FELIX DE ARMAS.

EXTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 8 mars.

Il est arrivé jusqu'ici deux Gazettes de New-York, qui nous apportent des journaux de cette ville du 16 février, et des Philadelphie du 18 ; les papiers apportés par l'arrivée du *Florida* qui a apporté les papiers du 3 février, donnent les détails plus complets que ceux parvenus directement, et nous en remercions ceux qui nous les ont procurés. Ces détails sont intéressans.

Il y a quelques mois que cinq individus s'étant embarqués sur une petite goëlette pour faire la pêche des huîtres sur les côtes de la Virginie, furent jetés à la mer par un coup de temps. Ces malheureux ne connaissant pas la navigation, dépourvus d'instrumens, et ayant eu le gouvernail de leur embarcation cassé, dérivèrent à la merci des flots, lorsqu'ils furent rencontrés par le navire *Tecumseh*, parti de la Nouvelle-Orléans pour le Havre. Le capitaine Gillian les a recueillis à son bord et les a conduits au Hâvre.

EXTERIEUR.

HOLLANDE.

Les rapports qui arrivent des frontières de la Hollande s'accordent tous à dire que les préparatifs de guerre se continuent activement sur tous les points. Tous les journaux donnés dans l'armée hollandaise expiraient le 9 janvier, et l'on sait qu'une revue générale de l'armée en aurait eu lieu le 12. Nous espérons que notre gouvernement a l'œil ouvert sur ce qui se passe chez l'ennemi, et que les mesures sont prises par le ministère de la guerre pour obvier autant ce qui pourrait survenir d'imprévu du côté de la Hollande. *(Constitutionnel.)*

ALLEMAGNE.

—L'article suivant se trouve dans le *Rotterdamsche Courant* du 3 :

"Une lettre particulière de Berlin, en date du 28 décembre, annonce qu'un courrier anglais y était arrivé le matin de Saint-Pétersbourg, avec la nouvelle positive que, malgré tous les efforts de l'ambassadeur anglais et la menace d'une alliance offensive et défensive entre l'Angleterre, la France et la Belgique, la Russie a refusé de ratifier le traité. La note dont est porteur ce courrier, doit être conçue en termes très-énergiques."

BELGIQUE.

BRUXELLES, 6 janvier.

On se rappelle que, le 19 avril dernier, les plénipotentiaires des puissances réunis en conférence (l'envoyé de France excepté) signèrent à Londres un protocole, qui décidait qu'une partie des forteresses de la Belgique serait démolie.

Ce protocole a été reconnu comme la base de toute la négociation sur les forteresses.

Les paragraphes 2 et 3 de ce protocole sont ainsi conçus :

" .... Les plénipotentiaires des quatre cours ont été unanimement d'opinion que la sécurité nouvelle où la Belgique serait placée et sa neutralité reconnue et garantie par la France, devaient changer le système de défense militaire adopté par le Royaume des Pays-Bas ; que les forteresses dont il s'agit seraient trop dispendieuses pour que l'on ne fût pas disposé aux Belges de fournir à leur entretien et à leur défense ; que, d'ailleurs, l'inviolabilité communément admise de territoire belge offrirait une garantie qui n'existait pas auparavant ; qu'enfin, une partie des forteresses construites dans des circonstances différentes pourrait désormais être rasée.

" Les plénipotentiaires ont éventuellement arrêté en conséquence, qu'à l'époque où il existerait en Belgique un gouvernement reconnu par les puissances qui prennent part aux conférences de Londres, il serait entamé entre les quatre cours et ce gouvernement une négociation tendant au démantèlement entier des dites forteresses qui devraient être démolies."

Après la ratification de ce traité, que tous les plénipotentiaires des puissances reconnaissaient le gouvernement de la Belgique, *sauf ratification*, le gouvernement français réclama des quatre cours l'exécution de la promesse contenue dans le protocole du 17 avril ; un rapprochement entre elles désigna les forteresses qui seraient démolies.

Au moment même où les difficultés de la négociation...

Il se trouva que la France et les puissances signataires du protocole du 17 avril, qui jusques-là s'étaient montrées [illegible] protocole dans un même [illegible] sur une partie des forteresses, [illegible] partie n'existerait que sous la libre disposition du roi des Belges, [illegible] sous la surveillance des quatre grandes puissances, comme en 1815. Les quatre grandes puissances pensèrent différemment.

La conférence a repris le terrain protocole et l'a interprété ainsi : Si vous me reconnaissez le droit d'ordonner la démolition d'une partie des forteresses belges, vous me laissez par cela même le droit de disposer de l'autre partie, de les conserver s'il me plaît, et d'arrêter ainsi [illegible] conservation que je trouverai convenable.

La France ne veut absolument pas d'une semblable [illegible] le système de 1815. Les puissances [illegible] veulent obstinément que les forteresses qui [illegible] conservées soient entretenues à leurs frais et sous [illegible] leur inspection.

[illegible] se rallegant contraire à un semblable [illegible], une combinaison d'après laquelle la France [illegible] à la démolition des forteresses, objet de ses [illegible], pourra que les puissances y relativement [illegible] Belgique comme [illegible] Belgique, et [illegible] [illegible] [illegible]